RASSEMBLEMENT DES TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE À ALGER

Démonstration de force réussie

«Nous sommes venus avec des stylos dans nos poches et des cartables dans nos mains pour dialoguer et non pas pour faire la guerre», se désole Smaïl Hadji, secrétaire général du Syndicat national des professeurs de l'enseignement paramédical (SNPEPM).

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Comme Smaïl Hadji, ils étaient plus de 200 personnes, simples fonctionnaires, permanents et contractuels, délégués syndicaux, députés et représentants de la société civile à se rassembler, hier, dès 9h30, sur l'esplanade de la Grande-Poste où un dispositif de maintien de l'ordre a été déployé tôt le matin.

Résolus à faire entendre leur voix, ils sont venus crier haut et fort leur mécontentement et leur indignation sur la situation critique et précaire que vivent les travailleurs. Et aussi, pour «transmettre notre message au chef du gouvernement».

Un seul et unique message : «le droit à une vie digne». Un ras-le-bol exprimé sur les banderoles écrites en arabe, en français et en… espagnol. «100 milliards de dollars, 100 misères» ; «Halte à la corruption» ; «Non à la répression des syndicats autonomes» ; «La contractualisation est une honte pour l'école algérienne» ; «Pour l'abrogation de l'article 87 bis», autant de slogans sur les banderoles portées à bout de bras par les manifestants.

Dans cet élan contestataire, ils tentent de rallier le Palais du gouvernement situé à quelques mètres plus haut.

Mais la réaction énergique et prompte des agents des services de l'ordre, bouclier et matraque à la main, ne s'est pas fait attendre pour circonscrire le rassemblement. Des manifestants sont bousculés, d'autres moins chanceux sont chargés.

La procession est stoppée nette au niveau des escaliers de la rue El-Idrissi (ex-rue de Lacepède).

Un cordon sécuritaire est vite déployé sur la dernière marche d'escalier avec, en toile de fond l'imposante bâtisse abritant les bureaux de Abdelaziz Belkhadem.

Hystérique, une femme sort de la foule criant à «l'injustice et à la hogra». Soutenue par d'autres manifestants, elle scande à tue-tête des slogans hostiles au gouvernement. «Houkouma haggara» ; «Y'en a marre de la misère» ; «Nos enfants harragas et vous haggaras». Elle est suivie dans son élan par toute la foule. «C'est aussi pour vous que nous nous battons», hurle une autre manifestante en direction des policiers stoïques mais prêts à intervenir à tout moment pour parer à toute éventualité.

Photo : Samir Sid

La balle est dans le camp du gouvernement.

Tour à tour, Ali Brahimi, député du Rassemblement pour la culture et la démocratie, Houcine Zahouane, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, apportent leur soutien au travailleurs.

A la demande des cadres syndicaux, une minute de silence a été observée à la mémoire du regretté Redouane Osmane, figure de proue du combat syndical décédé en décembre dernier sur l'estrade de sa classe.

Prenant la parole, Nouar Laârbi, coordonnateur national du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement scientifique et technique (Cnapest), lance dans le mégaphone : «On nous demande de constituer une délégation qui sera reçue par un représentant de la chefferie du gouvernement.»

La foule continue de scander les mêmes slogans sous le regard curieux des riverains, passants et éléments des services de sécurité en tenue officielle ou civile.

Après s'être retiré avec des membres de la sécurité, Nouar Laârbi revient. Il annonce un changement de situation. «Nous ne serons pas reçus. On nous demande de déposer notre lettre au bureau d'accueil.» Une proposition que les manifestants refusent unanimement.

Le coordonnateur national tente de calmer les esprits pour éviter tout dérapage. «L'important est que notre message soit entendu par les pouvoirs publics», déclare-t-il sous les applaudissements. Il demande aux manifestants de faire preuve de civisme et de repartir dans le calme. «Le temps des paroles et des promesse est révolu.

Nous voulons des négociations», nous dira Ali Lamdani, président du Cnapest. Des rencontres d'évaluations se tiendront au niveau de chaque syndicat. «Et c'est à la base de définir la suite à donner au mouvement» ajoutera-t-il.

A 10h30, la foule se disperse. Satisfaite d'avoir réussi cette démonstration de force grâce à une détermination et une volonté que seuls les opprimés peuvent avoir.

L. M.

GRÈVE DE L'INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

«Le mur de la peur a été brisé»

Trois jours durant, le mouvement de débrayage a fortement perturbé plusieurs secteurs, notamment celui de l'enseignement. L'appel de l'intersyndicale de la Fonction publique a bien été entendu. Pour les huit syndicats qui en sont membres, ce mouvement a permis de briser le mur du silence.

Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir) - Les entraves et la pression de l'administration à l'encontre des fonctionnaires ne les ont pas empêchés d'adhérer au mouvement de débrayage. Pour preuve, le ministère de l'Education nationale a adressé une note aux directeurs de l'éducation des différentes wilayas leur demandant de lui transmettre les noms des grévistes en vue de les sanctionner. De plus, certaines administrations se sont distinguées en menaçant les travailleurs de défalquer de leur salaire les jours de grève.

Photo : Walid Triaâ

Le mot d'ordre a bel et bien été suivi.

Les initiateurs de ce mouvement, le Cla, le Cnapest, le Satef, le Snapap, le SNTE, le SNPEPM, la Ceca et la coordination des sections Cnes, ont toutefois réussi à susciter l'adhésion des fonctionnaires. Pour Mohamed Hadji Djilani, porte-parole du Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap), l'objectif de cette action de protestation a été atteint. «Nous avons cassé le mur de la grève des fonctionnaires», a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : «Le fait que des fonctionnaires, affiliés aux syndicats ou pas, aient débrayé, est une preuve de notre volonté de faire avancer nos revendications.» La «résignation» des fonctionnaires n'est plus un fait. «Nous avons le sentiment que les fonctionnaires se sont réveillés.

Nous avons réussi à les faire réagir», a encore relevé le porte-parole du Snapap. Au-delà de cet aspect, Hadji Djilani souligne que cette grève de trois jours a été marquée par la présence des syndicats autonomes sur le terrain. «Nous avons démontré notre présence sur le terrain.

C'est une preuve que nous avons une assise représentative des fonctionnaires», a-t-il ajouté.

Une preuve estimée comme des plus «tangibles» à l'adresse de l'opinion nationale et internationale. «L'existence du pluralisme syndical sur le terrain est une réalité», a encore noté Mohamed Hadji Djilani.

De son côté, le président du Syndical national des enseignants du paramédical (SNEPM) estime que «leur appel a eu un large écho». «Aujourd'hui (hier, ndlr), le débrayage s'est poursuivi dans plusieurs wilayas telles Batna, Constantine, Skikda, Tébessa, Sétif, Bouira (Sour-El-Ghozlane), Tlemcen, Oran, Mascara, Tiaret, Chlef et à degré moindre Tizi Ouzou et Béjaïa», ajoute-t-il.

Les cours au sein des établissements scolaires, notamment les lycées, ont été aussi fortement perturbés.

Les élèves n'ont pas eu cours durant ces trois journées. Comme à leur habitude le Cnapest et le Cla ont réussi à faire adhérer les enseignants.

M. O.